L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 13 MARS 1870. 43me Année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. DIMANCHE MATIN, 13 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le shérif à 10 heures et demie, au No 523, rue des Magasins — *La fonds du dit magasin*, consistant en chaussures, ainsi que les meubles, etc.

Par J. Dejan Jr., au No 182 de la rue Gravier — Vente régulière de meubles.

Par S. Guinault, au No. 18 de la rue de la Levée — Installation complète d'un magasin de cigares.

Par P. E. Murphy sur la Levée, au pied de la rue Conrad — Mars.

Par L. Lemonnier, au No. 60 de la rue de Chartres — Comptoir, articles de fantaisie, habillements d'hommes, etc

Par Hoffman, Marks & Co., au No 56 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, lingerie, Mar chandises avariées.

Par Louis Grima & Bros, au No 16 de la rue de Chartres — Bottes, souliers et bottequins.

Par J. Montgomery, au salon de vente.

(☞ Acheter vos conserves et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille-Levée.

ATTENTION!

☞ Le Shérif procédera demain à 10 ½ heures A M. sur les lots à la vente publique et adjugera comptant, son magasin de chaussures, situé au No 523 rue des Magasins, Quatrième District.

THÉATRES.

Aujourd'hui, Dimanche.

OPÉRA Gallathée—La Station de Champ-hardel.

VARIÉTÉS—Le Postillon de Longjumeau.

ST. CHARLES—Long Strike.

ACADÉMIE—The Serpent on the Hearth.

CRESCENT CITY MUSEUM—Nos 40 et 42 rue St-Charles, vis-à-vis l'Hôtel.

Un Nouveau Projet de Spoliation.

La législature radicale ne veut pas demeurer sur son passé, ses dernières actes servent d'exemple avec ceux qui ont signalé tout un carrière. Ce n'est pas seulement la fortune de l'Etat qui est mise au pillage par des cormorans faméliques, ce n'est pas seulement la bourse des contribuables qu'ils mettent à rançon, mais ils s'attaquent encore aux droits acquis, créant des monopoles au détriment des industries particulières et disposant même des propriétés d'autrui au profit de leurs protégés. Nous sommes las de dénoncer toutes les actes entachés de venalité, de corruption et de fraude; cependant, nous croyons devoir aujourd'hui devant ses nouveaux scandales passer encore un projet de spoliation gigantesque dont le promoteur dans la Législature est M. A. L. Lee, l'imprimeur d'Etat. Le bill présenté par lui et adopté par la Chambre est pendant devant le Sénat. En voici l'analyse, nous en expliquerons ensuite l'objet réel.

La première section charge le contrôleur de vendre dans les *dix jours* qui suivront le passage de l'acte, comme il lui conviendra et au prix qu'il lui conviendra toutes les actions que possède l'Etat dans la compagnie du chemin de fer de Jackson.

La seconde section *autorise* le maire à vendre, de la manière qui sera affectée par le Conseil, les actions appartenant à la ville dans le même chemin de fer.

Les acquéreurs donneront caution pour garantir l'exécution de l'engagement pris par l'Etat et la ville en faveur des détenteurs d'obligations émises par l'Etat et la ville, engagement qui permet à ces détenteurs de convertir ces dites obligations en actions. Mais ces cautionnements ne diminuent qu'un peu, et au bout de ce terme, les acquereurs n'ont à en aucune opposition, resteront dûment propriétaires sans condition des actions de l'Etat et de la ville.

Le gouverneur et le Conseil de Ville sont autorisés à faire sur les livres de la compagnie tous les transferts nécessaires.

L'avant-dernière section 6, les acquéreurs ci-dessus sont autorisés à voter comme tous les autres actionnaires et suivant le nombre d'actions qu'ils possèderont, c'est-à-dire à raison d'un vote par action. Toutes les lois contraires sont rappelées, excepté celle qui autorisait la ville à nommer un certain nombre de directeurs.

Le bill cache un véritable projet de spoliation au détriment des actionnaires et des détenteurs de bons. La nouvelle administration municipale va, selon toute probabilité, être nommée par le gouverneur actuel, qui a entre ses mains la majorité des votes dans la ville aussi bien que celle des autres localités de l'Etat sera contrôlée par les fonctionnaires de la Compagnie.

Si le bill passe, M. Warmoth aura une tactique nouvelle à employer pour se procurer de l'argent; il n'aura qu'à faire voter des dépenses par le gouverneur et son Conseil, et la vente des actions de la ville aussi bien que celle des actions de l'Etat sera contrôlée par les fonctionnaires. Cette vente, du reste de se faire aux enchères après un délai suffisant et la publication nécessaire pour attirer les acquéreurs, pourra être conduite sous le manteau par les initiés et à un prix dérisoire. Nos informations nous permettent d'annoncer à l'avance que c'est déjà une affaire arrêtée. Les acquereurs seront quelques anciens meneurs radicaux ou désespérados tenant en législation radicale mais à la compagnie du chemin de fer Mississippi Central qui, depuis longtemps, convoite le chemin de Jackson. On nous a même expliqué que le plan d'achat était convenu et que le prix fort élevé mis pour la moitié de la valeur actuelle des actions sur le marché.

L'Etat n'aurait payé que 22,000 actions sur 50,000, les acquereurs n'auront à payer leur prix que sur 22,000 actions tout en étant admis à voter dans la compagnie à raison de toutes les actions. Les 50,000 votes seront ainsi répartis entre ceux qui auront déjà fourni les actionnaires et les créanciers hypothéc